



## Jeux Olympiques : les tests de vérification du sexe nuisent à toutes les femmes et à toutes les filles

*Le Comité international olympique n'a pas le droit de se poser en « gendarme du genre » à l'échelle mondiale*

(Amsterdam, le 17 mars 2026) – Le Comité international olympique (CIO) devrait renoncer à tout projet visant à rendre obligatoires les tests de vérification du sexe génétique et à interdire la participation des athlètes transgenres et intersexes, ont déclaré la [Sport & Rights Alliance \(SRA\)](#), [ILGA World](#), [Humans of Sport](#) et plus de 70 autres organisations partenaires dans un communiqué commun publié aujourd'hui.

De nombreuses sources ont rapporté que le « [Groupe de travail sur la protection de la catégorie féminine](#) », dont le fonctionnement reste opaque, a recommandé au CIO de mettre en place des tests génétiques de vérification du sexe pour toutes les athlètes femmes et filles, ainsi qu'une interdiction totale des athlètes transgenres et intersexes. Cela constituerait un [recul stupéfiant en matière d'égalité des genres](#) et ferait reculer le sport féminin de 30 ans.

« Une politique de tests de sexe et d'interdiction générale constituerait une érosion catastrophique des droits et de la sécurité des femmes », a déclaré [Andrea Florence](#), directrice exécutive de la Sport & Rights Alliance. « Le contrôle des genres et l'exclusion nuisent à toutes les femmes et à toutes les filles, et sapent la dignité et l'équité mêmes que le CIO prétend défendre. Nos inquiétudes sont aggravées par le fait que le CIO semble également, dans le même temps, se désengager des infrastructures sportives qui assurent réellement la protection des femmes et des filles. »

Après les Jeux Olympiques de 1996, le [CIO a voté l'abandon des contrôles de sexe généralisés](#), les jugeant scientifiquement et éthiquement injustifiables, car il s'agissait d'un test imprécis tant sur le plan du sexe que de l'avantage athlétique, et cela causait un préjudice considérable aux athlètes concernées. Le [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits humains](#), [ONU Femmes](#), [l'Association médicale mondiale](#), [l'Association médicale américaine](#) et, plus récemment, un groupe [d'experts indépendants des Nations Unies](#) condamnent depuis longtemps les tests de vérification du sexe et les interventions médicalement inutiles, les qualifiant de discriminatoires, contraires à l'éthique et préjudiciables.

« Exiger des femmes et des filles qu'elles se soumettent à un dépistage génétique obligatoire pour participer à des compétitions sportives reviendrait à rétablir une pratique qui, même sous la forme d'un "test unique", porte atteinte – porte atteinte à la vie privée des femmes et des filles, les expose à une surveillance publique extrême et à l'humiliation, et ouvre la voie à des interventions médicalement inutiles », a déclaré le Dr Payoshni Mitra, directrice exécutive de Humans of Sport. « On oublie souvent que des jeunes athlètes participent aux Jeux olympiques et aux compétitions internationales – cette politique entraînerait des risques considérables pour leur protection en exigeant que le corps des jeunes femmes fasse l'objet d'examens et que leurs informations de santé intimes soient divulguées, ce qui pourrait causer des séquelles permanentes à leur dignité, à leur santé mentale et à leur sécurité. »

Interdire les athlètes trans et intersexes au nom de la « justice » revient à ignorer la réalité selon laquelle ces athlètes font partie des [groupes les plus stigmatisés dans le sport](#),



confrontés de manière disproportionnée à des obstacles d'accès, à un harcèlement et à des abus généralisés, ainsi qu'à d'autres désavantages. Rien ne prouve que le contrôle des corps des femmes améliore l'équité ou l'égalité des genres ; au contraire, cela détourne l'attention des véritables problèmes tels que [l'inégalité des financements, l'accès à l'entraînement, les disparités salariales et la violence fondée sur le genre](#) dans le sport.

« Le sport devrait être un lieu d'appartenance », a déclaré [Julia Ehr](#), directrice exécutive d'ILGA World. « Nous exhortons le CIO à privilégier la sécurité plutôt que la politique et à ne pas autoriser une politique qui met activement toutes les femmes en danger. Le contrôle intrusif des corps des femmes devrait préoccuper tout le monde, car il renforce les stéréotypes néfastes et expose toutes les femmes et les athlètes LGBTI à davantage de harcèlement et de surveillance. »

Cette nouvelle politique représenterait un revirement total par rapport au propre [Cadre 2021 du CIO sur l'équité, l'inclusion et la non-discrimination](#) – un document largement respecté, fondé sur des recherches approfondies et une consultation de plus de 250 athlètes et experts, qui reconnaissait la nécessité de règles d'éligibilité fondées sur des preuves, spécifiques au sport et respectueuses des droits. Le CIO a ignoré [les demandes](#) répétées de transparence concernant l'approche du groupe de travail et de véritable consultation avec les athlètes concernées, les chercheurs de premier plan sur les performances sportives des personnes trans et intersexes, ainsi que les experts en droits humains. Le CIO devrait respecter ses propres [normes de bonne gouvernance](#) et garantir un examen scientifique et des droits humains indépendants.

« Le CIO ne doit pas tourner le dos aux femmes et aux filles de couleur », a déclaré [Francine Niyonsaba](#), médaillée d'argent olympique originaire du Burundi. « J'ai consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'élaboration du Cadre de 2021 et j'ai fait part de mon point de vue à maintes reprises. J'espère que le CIO ne nous ignorera pas. En tant que femme africaine racialisée, je demande au CIO de veiller à ce que le sport international respecte les droits humains des athlètes et ne favorise pas une discrimination institutionnalisée. »

Ces dernières années, les réglementations en matière d'éligibilité sportive ont [ciblé les femmes racialisées](#) des pays du Sud, souvent sans preuve et sur la base de leur apparence. Les tests génétiques obligatoires visant à déterminer le sexe découlent directement de ces mesures et continueront de [nuire de manière disproportionnée](#) à ces femmes et à ces filles qui sont déjà plus susceptibles d'être confrontées à la discrimination et à des obstacles à l'accès au sport.

« En tant qu'athlète olympique ayant affronté Caster Semenya lors des Championnats du monde de 2009, je sais par expérience que l'inclusion ne se fait pas au détriment de l'équité », a déclaré [le Dr Madeleine Pape](#), sociologue à l'Université de Lausanne. « Il serait désastreux de voir le CIO rejeter une élaboration des politiques équitable et fondée sur des données factuelles au profit d'une position irresponsable et dictée par des considérations politiques, tout en ignorant les besoins réels des femmes et des filles dans le sport. Le Mouvement olympique mérite mieux que cela. »

Enfin, le CIO et les fédérations internationales (FI) ne sont pas en mesure de superviser la manière dont le dépistage génétique obligatoire sera mis en œuvre dans plus de 200 contextes nationaux différents. Si cela risque de nuire à toutes les femmes et les filles, les



préjudices seraient particulièrement prononcés dans les pays du Sud, qui disposent de moins de ressources et de protections pour les athlètes. Selon l'organisation à but non lucratif américaine The Inclusion Playbook, les tests de vérification du sexe proposés par le CIO peuvent coûter jusqu'à **10 000 dollars US par athlète** ; il reste à voir comment les FI ou d'autres instances dirigeantes prendront en charge ces coûts.

La Sport & Rights Alliance, ILGA World, Humans of Sport et les organisations soussignées appellent le CIO à renoncer immédiatement à ces projets de tests de vérification du sexe et d'exclusion des femmes sur la base de leur statut chromosomique, et à respecter les engagements pris dans la **Charte olympique** afin de garantir que toute personne ait « accès à la pratique du sport, sans discrimination d'aucune sorte au regard des droits humains internationalement reconnus ».

\*\*\*

#### **Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Pour la Sport & Rights Alliance, à São Paulo, Andrea Florence (anglais, portugais, français) : +55-11-98420-0025 (mobile) ; ou [andrea@sportandrightsalliance.org](mailto:andrea@sportandrightsalliance.org).

Pour Humans of Sport, à Londres, Payoshni Mitra (anglais, bengali, hindi) : +447960102176 (mobile) ; ou [humansofsportorg@gmail.com](mailto:humansofsportorg@gmail.com)

Pour ILGA World, à Genève, Daniele Paletta (anglais, espagnol, italien), [media@ilga.org](mailto:media@ilga.org).

#### **À propos de la Sport & Rights Alliance**

La mission de la Sport & Rights Alliance est de promouvoir les droits et le bien-être des personnes les plus exposées aux risques liés aux droits humains dans le cadre de la pratique sportive. Parmi ses partenaires figurent **Amnesty International, The Assist, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), Football Supporters Europe, Human Rights Watch, ILGA World – l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées, la Confédération syndicale internationale (CSI), Reporters sans frontières (RSF), Transparency International, la World Players Association et UNI Global Union**. En tant que coalition mondiale regroupant des organisations non gouvernementales et des syndicats de premier plan, l'Alliance Sport & Rights œuvre pour garantir que les instances sportives, les gouvernements et les autres parties prenantes concernées contribuent à l'émergence d'un monde du sport qui protège, respecte et applique les normes internationales en matière de droits humains, de droits du travail, de bien-être et de protection des enfants, ainsi que de lutte contre la corruption.

#### **À propos de Humans of Sport**

Humans of Sport (HoS) est une organisation qui se consacre à l'autonomisation des athlètes et à la transformation du monde du sport en garantissant leurs moyens de subsistance, en remédiant aux injustices et en renforçant leur accès aux droits humains. L'organisation travaille avec des athlètes lésés par les politiques de contrôle du sexe dans le sport à l'échelle mondiale, en accordant une attention particulière aux athlètes originaires d'Asie et d'Afrique.

#### **À propos d'ILGA World**

ILGA World est une fédération mondiale regroupant plus de 2 000 organisations issues de plus de 170 pays et territoires, qui militent en faveur des droits humains des personnes ayant



des orientations sexuelles, des identités et des expressions de genre, ainsi que des caractéristiques sexuelles diverses. <https://ilga.org>